

Présentation

Alors que la montée en puissance des nationalismes réactionnaires manifeste une crise aiguë du projet de l'Union Européenne fondé sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, **l'expérience des communs**, partout répandus et liés entre eux en réseaux, peut aider à envisager en contrepoint des réponses aux trois principaux problèmes qui l'affectent : la définition de l'identité de l'Europe, la consolidation de la solidarité entre nations et groupes et l'approfondissement de la participation de ses citoyens. Dans ce contexte, les **Ateliers de l'Europe en commun(s)** réunissent des groupes investis dans la communalisation de l'énergie et des chercheurs en sciences humaines et sociales de plusieurs pays afin de poser les bases d'une **plateforme internationale de recherche participative** sur la contribution des communs à la formation de l'Europe comprise comme une société politique en devenir.

Ressource essentielle pour toutes nos activités sociales, l'énergie est un **enjeu transversal** dans la mesure où elle interpelle toutes sortes de collectifs de plus en plus consciemment engagés dans sa gestion partagée, juste et durable. Elle devient ainsi elle-même sociale, par l'action des communs qui l'investissent d'un sens pratique où s'éprouve toute l'urgence de bifurquer pour **sortir de l'Anthropocène**. Partant, si les communautés énergétiques telles que définies par le droit de l'UE constituent un utile point d'entrée, les Ateliers ne peuvent manquer de concerner aussi les associations et coopératives de différentes natures qui, depuis l'alimentation, le numérique, l'habitat ou les transports, par exemple, participent activement à cette socialisation de l'énergie, condition pour politiser vraiment l'écologie dans le cadre d'une Europe capable de faire face aux défis de la **solidarité du futur**.

L'enjeu principal de nos rencontres tiendra à éprouver l'hypothèse suivant laquelle les **communs énergétiques**, en plus de susciter participation et solidarité en réponse aux crises de la démocratie et de la justice sociale engendrées par le néolibéralisme, contribuent aussi à préfigurer la **forme po-**

litique de l'Europe sociale, ressaisie au niveau d'une constitution matérielle qui peine encore à se traduire dans les principes et l'organisation de l'UE. On s'efforcera ainsi d'étudier, en se tenant au plus près des pratiques, plus ou moins instituées mais toujours concrètes, le devenir de cette forme inédite de société que **Marcel Mauss** avait présenté dès 1920 comme une "**Inter-Nation**", afin de désigner l'identité d'une Europe solidaire dont le foyer d'origine devrait être cherché dans les échanges entre les multiples groupes de la démocratie sociale, dans la mesure où les communs enrichissent aujourd'hui l'héritage des collectifs du travail qu'il avait privilégié (syndicats, coopératives, mutuelles).

Dans le prolongement de la perspective de Mauss, il s'agira donc de dégager la dynamique contemporaine de **l'intersocialité européenne au prisme des communs**, en focalisant l'interrogation sur les circulations d'idées, de pratiques, d'institutions, voire de principes d'organisation, saisies sous le double angle de ce qui favorise ou entrave la consolidation de l'Europe comme société politique. En se situant au niveau infra-étatique des groupes réels qui font face aux problèmes que les États n'arrivent plus à affronter seuls, on propose ainsi à tous les participants d'explicitier et d'explorer ensemble les réseaux d'échanges qu'ils tissent par-delà les frontières nationales, afin de partager idées, ressources et stratégies. Notre objectif est de mettre en lumière la **grammaire commune qui innerve les actions de ces collectifs**, en tant qu'ils signalent en creux les trois écueils de l'identité, de la solidarité et de la participation en Europe, tout en y apportant des solutions pratiques susceptibles d'être partagées et généralisées.

À cet effet, nous invitons d'abord les membres des groupes représentés à rendre compte, par des récits, de leurs histoires et de leurs activités concrètes, de sorte à pouvoir **croiser les expériences** - par-delà les écarts creusés par des traditions nationales parfois fort éloignées - et identifier ainsi, au gré de rencontres et d'échanges répétés, les principaux éléments de cette grammaire commune, résultat de la circulation intersociale. C'est à cette aune que nous croyons possible de **favoriser la réflexivité partagée** autour des principaux enjeux du passage d'une vision marchande, sectorielle, productiviste et technicienne de l'énergie, à une nouvelle appréhension proprement sociale

de celle-ci, mieux accordée à sa réalité complexe, où s'articulent toutes les dimensions fondamentales de la vie en société (droit, économie, technique, religion, esthétique, science, etc.).

Ces enjeux peuvent se diviser en quatre champs de problématisation :

(I) Le premier concerne l'*existence* des communs énergétiques. Il s'agira là d'échanger sur les concepts et critères permettant de les identifier et d'en délimiter les frontières, parmi l'ensemble des groupes dédiées à la production, à la consommation et à la distribution d'énergie en Europe, et ce, en accordant une place centrale à l'explicitation des règles de droit adoptées, de sorte à pouvoir orchestrer une confrontation entre leur juridicité propre, les droits nationaux et le droit européen.

(II) Le deuxième a trait aux conditions de *persistance* de ces communs qui, pour s'inscrire dans la durée, doivent parvenir à étendre leurs échanges à une pluralité d'individus et de groupes. La question est de savoir dans quelle mesure une telle articulation à la vie en commun plus vaste où ils prennent place suppose, de leur part, une capacité à déployer d'autres dimensions que le droit et l'économie supportant leur existence, *via* leur mise en mouvement par une énergie qui dépasse sa seule constitution naturelle et matérielle.

(III) Le troisième porte sur les stratégies de *résilience* que les communs énergétiques sont amenés à déployer dans des sociétés structurées par la polarité de l'État de droit et du marché capitaliste. Compte tenu du caractère le plus souvent hybride des initiatives dont ils procèdent, mais aussi de leur aspiration à l'extension, l'enjeu tient à renseigner les manières plurielles par lesquelles ils s'efforcent de parer à la fois aux risques de dévitalisation et de captation de leurs pratiques de communalisation.

(IV) Enfin, le quatrième champ concerne la *visée* des communs énergétiques, au regard des critiques qui leur sont adressées quant

à la capacité de soutenir une conflictualité politique à la hauteur de leurs aspirations démocratiques, écologiques et solidaires. Par conséquent, on s'efforcera de dégager la vision dont dépend la compréhension active de leur potentiel de transformation et la manière dont elle s'articule avec les revendications d'autres mouvements sociaux.

Les Ateliers entendent ainsi être un espace au sein duquel l'Europe, comme société de sociétés, précipitée dans les échanges entre communs énergétiques des différentes nations, puisse devenir plus palpable et donc appropriable, grâce à la formation d'attitudes et à la création de **dispositifs éducatifs** mieux ajustées aux dynamiques en cours comme aux défis de notre présent critique.

PROGRAMME

JEUDI 11 DÉCEMBRE

PARTAGER L'UTOPIE CONCRÈTE D'UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES COMMUNS ÉNERGÉTIQUES.

À la Carte Postale Commun'ile, 10 Rue de l'île Mabon

Soirée d'accueil (18h30-22h) animée par la Coop des Milieux, autour
de leur *Petit manuel de démocratie énergétique : Faire communautés comme
mode d'appropriation politique*

Intervenants : *Nicolas Loubet, Rieul Techer, Stéphane Veyer.*

VENDREDI 12 DÉCEMBRE

DE LA COMMUNALISATION DE L'ÉNERGIE AU COMMUN EUROPÉEN?

Amphithéâtre, IEA de Nantes, 5 Allée Jacques Berque.

9h00-9h15

Propos introductifs, par Solidarité du futur

9h15-10h45

Table-ronde italienne avec Montagne in Movimento, **Raffaele Spadano**.
Coordination: **Francesco Callegaro** (UNSAM Buenos Aires, Solidarité du
futur). Visée européenne: **Luca Biserna** (Università degli Studi di Torino).

11h-12h30

Table-ronde espagnole avec Som Energia, **Mònica Gifreu**.
Coordination: **Sébastien Urbanski** (Nantes Université, Solidarité du
futur). Visée européenne: **Ernesto Ganuza** (Consejo Superior de Investiga-
ciones Científicas).

14h-15h30

Table-ronde française avec Énergie de Nantes, **Arthur d'Herbemont**,
Sarah Joséphau.

Coordination: **Johan Giry** (*Université de Strasbourg, Solidarité du futur*).

Visée européenne: **Anaïs Morin Guerry** (*Université de Pau, Sciences Po
Paris*).

15h30-16h15

Vers un droit européen des communs : discussion à partir des
table-rondes, **Maria Francesca de Tullio** (*Università degli Studi di Na-
poli Federico II*).

16h15-17h

Synthèse collective en vue du programme Horizon Europe
E-COM'ON, **Blanche Lormeteau** (*Université de Rennes et CNRS*).